



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**IRSN**

INSTITUT DE RADIOPROTECTION  
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

---

Marché public relatif à l'acquisition d'un microscope optique  
numérique haute résolution pour mesures 2D/3D

<b>Mode de passation du marché public</b>	Marché à procédure adaptée
<b>Homogénéité des besoins</b>	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristiques propres

<b>NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>
---

**IRSN** (Siège social)  
31, avenue de la Division Leclerc  
BP 17  
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex  
Tél. : 01 58 35 88 88

MEMBRE DE  
**ETSON**

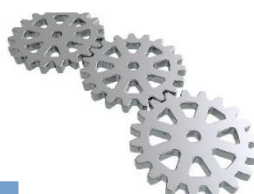
**Interlocuteurs IRSN**



Affaire suivie administrativement  
par :

Fabrice MARTIAL  
IRSN/SG/SAC/CCA

Téléphone : 01.58.35.91.53  
Email : [fabrice.martial@irsn.fr](mailto:fabrice.martial@irsn.fr)



Affaire suivie techniquement par :  
Jonathan QUIBEL

IRSN/PSN-RES/SEREX/LE2M

Téléphone : 01.58.35.92.91  
Email : [jonathan.quibel@irsn.fr](mailto:jonathan.quibel@irsn.fr)

## Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document .....	6
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public .....	7
3.1 - Objet du marché.....	7
3.2 - Type de marché.....	7
3.3 - Définition des prestations du marché.....	7
3.4 - Décomposition en tranches .....	7
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché.....	8
ARTICLE 5 - Durée.....	9
5.1 - Durée .....	9
5.2 - Délais d'exécution .....	9
ARTICLE 6 - Règlementation des prix .....	10
6.1 - Forme de prix .....	10
6.2 - Détermination du prix (de règlement).....	10
6.3 - Contenu des prix .....	10
ARTICLE 7 - Modalités de règlement .....	11
7.1 - Financement du marché .....	11
7.2 - Echancier de paiement.....	11
7.3 - Présentation des demandes de paiement .....	11
7.4 - Cession de créance .....	11
7.5 - Délai de paiement .....	11
7.5.1 - Point de départ du délai global de paiement.....	11
7.5.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires .....	12
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat .....	13
8.1 - Marchés complémentaires.....	13
8.2 - Emploi de travailleurs handicapés .....	13
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	14
9.1 - Obligations générales.....	14
9.1.1 - Obligations de résultats.....	14
9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire.....	14
9.1.3 - Obligation de continuité des prestations .....	14
9.1.4 - Obligation de confidentialité.....	14
9.2 - Obligations particulières .....	14

9.3 - Lieux d'exécution .....	15
9.4 - Remise des documents et livrables.....	15
9.5 - Exécution des prestations .....	15
9.5.1 - Stockage, emballage et transport .....	15
9.5.2 - Livraison.....	16
9.5.3 - Nature des opérations.....	16
9.5.4 - Frais de vérification .....	16
9.5.5 - Déroulement des opérations de vérification .....	16
9.6 - Décisions après vérification.....	17
9.6.1 - Vérifications quantitatives .....	17
9.6.2 - Vérifications qualitatives .....	17
9.6.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	17
9.7 - Transfert de propriété.....	19
9.8 - Garantie.....	19
9.9 - Interlocuteurs.....	19
9.10 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché.....	19
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité .....	21
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable .....	22
11.1 - Clause environnementale .....	22
11.2 - Clause relative à l'insertion sociale .....	22
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel .....	23
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir .....	24
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	25
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	26
15.1 - Clauses de réexamen.....	26
15.2 - Changement lié au statut du Titulaire.....	26
15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	26
ARTICLE 16 - Assurances.....	27
ARTICLE 17 - Nantissement .....	28
ARTICLE 18 - Retenue de garantie .....	29
ARTICLE 19 - Pénalités.....	30
19.1 - Pénalités pour tout retard constaté.....	30
19.2 - Plafonnement des pénalités.....	30
19.3 - Facturation des pénalités .....	30
19.4 - Caractères des pénalités .....	30
ARTICLE 20 - Résiliations .....	31

20.1 - Généralités .....	31
20.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché .....	31
20.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché .....	31
ARTICLE 21 - Règlement des différends .....	32
ARTICLE 22 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS .....	33
Annexe n°1 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur LE site de IRSN DE CADARACHE.....	34

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire ou IRSN

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

**Ordre de service valant bon de commande** : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ PUBLIC

### 3.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la livraison d'un microscope optique numérique neuf (prestation de base), l'acquisition d'un module d'analyse élémentaire et la reprise d'un ancien microscope pour le compte du Laboratoire d'expérimentation en mécanique et matériaux (LE2M) du Service d'Etudes et de Recherches Expérimentales (SEREX) de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN).

### 3.2 - Type de marché

Le présent marché constitue un marché ordinaire.

### 3.3 - Définition des prestations du marché

Le périmètre du marché comprend les prestations suivantes :

- **Prestation de base** : acquisition et à la livraison d'un microscope optique numérique.
- **Prestation supplémentaire éventuelle n°1 (PSE 1) obligatoire** : acquisition d'un module d'analyse élémentaire par méthode optique que l'IRSN se réserve de retenir lors de l'attribution du marché.
- **Prestation supplémentaire éventuelle n°2 (PSE 2) facultative** : reprise de l'ancien microscope Keyence VHX 7000 que l'IRSN se réserve de retenir lors de l'attribution du marché.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 3.4 - Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.



## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces du marché sont les documents énumérés à l'article 1.2 de l'acte d'engagement, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante.

## ARTICLE 5 - DUREE

### 5.1 - Durée

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève soit après la livraison et l'admission du microscope optique numérique, soit après la reprise de l'ancien microscope. Le titulaire s'engage à livrer l'ensemble des équipements dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification du marché.

La période de garantie prévue à l'article 9.8 du CCAP, d'une durée de douze (12) mois minimum, débutera après admission du matériel et pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une prolongation en cas d'incidents ou de dysfonctionnements durant cette période.

### 5.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution (délais de livraison) sont précisés dans l'offre technique du titulaire.

## ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

### 6.1 - **Forme de prix**

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

### 6.2 - **Détermination du prix (de règlement)**

Le présent marché est conclu à prix définitif.

### 6.3 - **Contenu des prix**

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 - Financement du marché

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'IRSN.

### 7.2 - Echéancier de paiement

La facturation de la fourniture du microscope (prestation de base) et de son module d'analyse élémentaire par méthode optique (prestation supplémentaire) interviendra après service fait, à savoir après l'admission de la fourniture par l'IRSN.

La facturation de la prestation de reprise de l'ancien équipement sera également effectuée après service fait.

### 7.3 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET (SIRET IRSN : 440 546 018 00027) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché IRSN qui sera communiqué au Titulaire **en page de garde de l'acte d'engagement**.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

### 7.4 - Cession de créance

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

### 7.5 - Délai de paiement

#### 7.5.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'IRSN, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

#### **7.5.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires**

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> sur la base provisoire des sommes admises par l'IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

### 8.1 - **Marchés complémentaires**

S'agissant d'un marché de fournitures, l'IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique.

### 8.2 - **Emploi de travailleurs handicapés**

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 9.1 - Obligations générales

#### 9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire fait son affaire de l'obtention des niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

#### 9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

#### 9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

#### 9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'IRSN, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

### 9.2 - Obligations particulières

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IRSN la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'IRSN. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'IRSN pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'IRSN puisse être engagée de ce fait.

### 9.3 - **Lieux d'exécution**

La livraison de la fourniture est effectuée sur le site IRSN de Cadarache dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP. La fabrication ainsi que le stockage de la fourniture avant livraison s'effectuent dans les locaux du Titulaire.

Au titre de sa présence dans les locaux de l'IRSN, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, et leur annexe, la « charte relative au bon usage des systèmes d'information de l'IRSN », qui en fait partie intégrante.

L'IRSN se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'IRSN au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'IRSN pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

### 9.4 - **Remise des documents et livrables**

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

- Bon de livraison de l'équipement à remettre le jour de la livraison de l'équipement
- Documentation technique nécessaire à l'utilisation de l'équipement le jour de la livraison de l'équipement
- Rapport d'intervention dans le cadre de la garantie à l'issue de l'intervention ou au plus tard dans les deux jours (2) qui suivent l'intervention.

### 9.5 - **Exécution des prestations**

#### 9.5.1 - **Stockage, emballage et transport**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues au sein des documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages restent de la propriété du Titulaire.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.



### 9.5.2 - Livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Les fournitures livrées par le Titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du Titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au Titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au Titulaire :

- lorsqu'en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le Titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

### 9.5.3 - Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

### 9.5.4 - Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'IRSN pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'IRSN. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

### 9.5.5 - Déroulement des opérations de vérification

L'IRSN effectue, au moment même de la livraison de la fourniture, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il s'agit notamment des vérifications des pièces et composants de la fourniture.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l'IRSN, dans les conditions prévues ci-dessous.

L'IRSN effectue des tests de vérification de bon fonctionnement tel que l'allumage du microscope et la réalisation d'une image haute résolution.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission de la fourniture est réputée acquise.

## **9.6 - Décisions après vérification**

### **9.6.1 - Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'IRSN peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### **9.6.2 - Vérifications qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

### **9.6.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet**

#### **Admission :**

L'IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

#### **Ajournement :**

L'IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'IRSN, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'IRSN, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec refaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans refaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'IRSN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'IRSN et aux frais du Titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne caractérisée, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que l'autre partie en ait été informée.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'IRSN, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'IRSN ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec refaction ou de rejet :

- si le Titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le IRSN des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'IRSN a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifie sa décision au Titulaire.

### 9.7 - **Transfert de propriété**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'IRSN est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

### 9.8 - **Garantie**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de douze (12) mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'IRSN.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'IRSN un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du IRSN après consultation du Titulaire.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'IRSN. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

### 9.9 - **Interlocuteurs**

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

### 9.10 - **Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

## ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

## ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

### 11.1 - Clause environnementale

Ce marché ne présente pas de clause environnementale.

### 11.2 - Clause relative à l'insertion sociale

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

## ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'IRSN et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.



## ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Sans objet

## ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet

## ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 15.1 - Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- Dans le contexte de réorganisation de la sûreté nucléaire et par conséquent de la restructuration envisageable de l'IRSN, les conséquences d'une telle restructuration peuvent entraîner la modification à la baisse ou à la hausse, ou l'arrêt des prestations, la modification du périmètre technique d'exécution, sans autres indemnités possibles que celles des situations de préjudice avérées, chiffrées et démontrées par les titulaires.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'IRSN ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

### 15.2 - Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

### 15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IRSN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'IRSN, les agents de l'IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

## ARTICLE 19 - PENALITES

### 19.1 - **Pénalités pour tout retard constaté**

Pour tout retard constaté dans le cadre de l'exécution des prestations, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 200 euros par jour ouvrable de retard.

### 19.2 - **Plafonnement des pénalités**

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables. Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant maximum du marché.

### 19.3 - **Facturation des pénalités**

Les pénalités seront facturées par l'IRSN au Titulaire.

### 19.4 - **Caractères des pénalités**

Les pénalités appliquées au Titulaire ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'IRSN.

Les pénalités appliquées au Titulaire doivent être calculés en jours calendaires.

## ARTICLE 20 - RESILIATIONS

### 20.1 - Généralités

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'IRSN au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 20.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

### 20.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### **En cas de cession du marché**

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

#### **En cas de faute du Titulaire**

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.



## ARTICLE 21 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Marseille.

## ARTICLE 22 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'IRSN au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

## ANNEXE N° 1 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LE SITE DE CADARACHE

### Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

[> Télécharger le plan d'accès](#)

### Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

IRSN

A l'attention de Mr. Jonathan QUIBEL – IRSN - Bâtiment 327

MAINCO

ZAC du Castellet Lot 203 / Rue René Pellat

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE